



**eBay Canada**

**Mémoire adressé au Comité permanent des finances  
de la Chambre des communes  
Consultations prébudgétaires de février 2016**

*eBay Canada propose au Comité permanent des finances de recommander au gouvernement du Canada de relever le seuil actuel de minimis, qui est de 20 \$*



## Aperçu

eBay est l'une des plus grandes plates-formes mondiales de commerce en ligne et permet d'avoir accès aux choses dont on a besoin et que l'on aime, virtuellement n'importe quand et n'importe où. eBay est l'une des principales destinations de commerce électronique des Canadiens, puisqu'elle accueille tous les mois plus de huit millions de visites uniques, et que les Canadiens y dépensent plus de 1 milliard de dollars par an. Les Canadiens viennent sur le site d'eBay pour avoir accès à un marché mondial offrant plus de 200 millions d'articles.

eBay est la plate-forme par excellence où les entreprises de toutes tailles peuvent participer à l'économie en ligne. Bon nombre d'entrepreneurs emploient eBay comme principal canal de vente, et même des magasins de détail bien établis comme Lowes et Toys R Us l'utilisent au Canada. Les vendeurs canadiens vendent plus d'un million d'articles chaque mois sur eBay.

eBay Canada propose au Comité permanent des finances de recommander au gouvernement du Canada de relever le seuil actuel de minimis, qui est de 20 \$. Le seuil de minimis est le niveau en dessous duquel des articles peuvent entrer au Canada sans être frappés de droits de douane. Le niveau actuel au Canada est de 20 \$ depuis les années 1980. (S'il avait suivi l'inflation, il serait maintenant de plus de 40 \$.) Le seuil de minimis du Canada est l'un des plus bas du monde, soit au niveau de celui de l'Ouganda et de la Jordanie.

Pays	Seuil de minimis	
	Local	Conversion approximative
Canada	20 \$ CA	
États-Unis	200 \$ US (une loi a été adoptée pour augmenter le seuil à 800 \$ US) <sup>1</sup>	253,12 \$ CA (1 012 \$ CA)
Australie	1 000 \$ AUD	948,43 \$ CA
Nouvelle-Zélande	400 NZD	338,24 \$ CA
Mexique	50 \$ US	63,28 \$ CA
Ouganda	10 \$ US	12,66 \$ CA
Jordanie	20 dinars jordaniens	35,95 \$ CA

Dans son rapport de 2013 intitulé *Écart de prix entre le Canada et les États-Unis*, le Comité sénatorial permanent des finances nationales recommande qu'une analyse soit réalisée sur le seuil de minimis canadien, étant donné que son augmentation permettrait de « réduire les écarts de prix de certains produits entre le Canada et les États-Unis<sup>2</sup> ». En fait, relever le seuil de minimis offre de nombreux autres avantages pour les consommateurs, les petites entreprises et le gouvernement.

<sup>1</sup> <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/house-bill/644#>

<sup>2</sup> <http://www.parl.gc.ca/content/sen/committee/411/nffn/rep/rep16feb13-f.pdf>



## Coûts et avantages

Sidley Austin LLP a réalisé une analyse rigoureuse des coûts et des avantages liés à diverses situations de relèvement du seuil de minimis. L'analyse montre que le relèvement comporte d'importants avantages pour les consommateurs et les entreprises et qu'elle est neutre ou positive sur le plan des revenus pour le gouvernement<sup>3</sup>. Les avantages de l'augmentation du seuil de minimis sont les suivants :

### (1) Des gains d'efficacité pour le gouvernement

Comme le seuil de minimis actuel de 20 \$ est demeuré inchangé depuis les années 1980, sa valeur réelle a considérablement diminué sous l'effet de l'inflation. Au cours de cette même période, les coûts associés à la perception des droits et des taxes à acquitter sur les expéditions ont augmenté. Selon une étude publiée dans le *World Customs Journal*, le coût estimatif du traitement et de la perception des droits de douane sur les colis de faible valeur au Canada dépasse le montant des droits perçus par le gouvernement<sup>4</sup>.

En fait, nous sommes conscients que l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et Postes Canada n'appliquent pas rigoureusement le seuil de minimis actuel de 20 \$. L'approche incohérente dans l'application du seuil de minimis, surtout pour les expéditions de moins de 100 \$, vient corroborer la conclusion que le coût de perception des droits et des taxes sur les expéditions de faible valeur est bien supérieur aux revenus que le gouvernement en tire.

Malheureusement, ni les consommateurs ni les entreprises ne peuvent prédire quand le seuil sera appliqué, ce qui crée une incertitude inutile et, dans le cas des entreprises, des coûts supplémentaires. Si l'on augmente le seuil de minimis à un niveau égal ou supérieur aux frais de perception, ce seuil sera appliqué de façon systématique, ce qui éliminera l'incertitude qui plane chez les entreprises et les consommateurs et procurera des avantages fiscaux au gouvernement.

Les conclusions de Sidley Austin montrent que le gouvernement dépense actuellement 166 millions de dollars canadiens pour percevoir seulement 39 millions de dollars en droits et taxes sur des biens dont la valeur s'élève de 20 à 80 \$ et que si le seuil de minimis était relevé à ce niveau, le gouvernement pourrait faire des économies de 127 millions de dollars ou réinvestir ce montant dans la perception des droits et des taxes sur les biens de plus grande valeur, ce qui rapporterait 34 millions de dollars de plus<sup>5</sup>. Si l'on tient compte des articles valant entre 20 et 200 \$, la différence entre le coût de perception (278 millions de dollars) et le montant récupéré (117 millions de dollars) est encore plus grande, ce qui laisse présager des économies encore plus importantes pour le gouvernement<sup>6</sup>.

### (2) Réduction des formalités administratives pour les entreprises

Pour les petites entreprises, le faible seuil de minimis du Canada nuit surtout sur le plan des intrants d'entreprise importés de faible valeur et les retours de marchandises par les acheteurs étrangers. Les petites entreprises canadiennes, à l'instar de leurs concurrents partout dans le monde, dépendent de plus en plus des chaînes d'approvisionnement mondiales. Les intrants de faible valeur qu'importent les

<sup>3</sup> Sidley Austin LLP, *Economic effects of raising the de minimis threshold in Canada*.

<sup>4</sup> [http://www.worldcustomsjournal.org/media/wcj/-2012/1/Holloway\\_Rae.pdf](http://www.worldcustomsjournal.org/media/wcj/-2012/1/Holloway_Rae.pdf)

<sup>5</sup> Sidley Austin LLP, *Economic effects of raising the de minimis threshold in Canada*.

<sup>6</sup> Sidley Austin LLP, *Economic effects of raising the de minimis threshold in Canada*.



petites entreprises sont souvent expédiés par l'intermédiaire du système postal ou des services de messagerie privés et sont frappés de droits et de taxes à la frontière. De la même façon, pour soutenir la concurrence sur le marché international, les commerçants en ligne canadiens doivent offrir à tous les acheteurs la possibilité de retourner la marchandise qu'ils ont achetée. Toutefois, lorsque les achats de l'étranger sont retournés au Canada, ils sont souvent frappés de droits et de taxes. Dans les deux cas, les droits et les taxes imposés sur ces biens, ainsi que les frais de courtage connexes, font augmenter le coût assumé par les petites entreprises canadiennes et les placent dans une situation concurrentielle désavantageuse par rapport à leurs pairs internationaux.

Même si les petites entreprises en ligne peuvent, en théorie, récupérer les taxes payées sur les intrants d'entreprise et les montants imposés sur les retours de marchandises, elles doivent assumer d'importants coûts administratifs pour le faire. Souvent, le coût associé à la réclamation de ces droits et taxes dépasse le montant du droit ou de la taxe. eBay Canada a interrogé divers vendeurs à ce sujet et a constaté que certains d'entre eux préfèrent absorber le coût des droits et taxes, plutôt que de consacrer des ressources pour les récupérer

Une étude réalisée par l'OCDE révèle que le coût des transactions commerciales pour les entreprises 250 employés ou moins est supérieur de 30 à 45 % à celui des autres entreprises<sup>7</sup>. Rien de plus surprenant donc à ce que les petites entreprises considèrent les retards aux douanes comme leur plus importante barrière commerciale<sup>8</sup>. En outre, le temps nécessaire à l'administration des droits nuit beaucoup aux entreprises, en raison des coûts (ou des baisses de flux de trésorerie) qui sont engendrés lorsque les marchandises sont retenues à la frontière. Seules les grandes entreprises peuvent accéder à des chaînes logistiques privées et prédédouaner leurs marchandises.

L'étude de Sidley Austin révèle que les entreprises canadiennes tireraient du relèvement du seuil de minimis de 20 à 80 \$ un avantage de 102 à 108 millions de dollars, montant qui découlerait en grande partie des économies réalisées sur les frais de courtage et les coûts administratifs connexes, ainsi que du dédouanement plus rapide des marchandises à la frontière canadienne.

L'analyse d'eBay sur les petites entreprises canadiennes montre que ces dernières exportent presque toutes (99,8 %) et qu'elles atteignent une moyenne remarquable de 20 marchés chacune<sup>9</sup>. Ces milliers de petites entreprises montrent l'immense pouvoir du commerce sur Internet, mais elles mettent aussi en évidence la nécessité pour les politiques frontalières canadiennes, en particulier le seuil de minimums, de mieux s'harmoniser avec les normes internationales.

### **(3) L'équité régionale**

Dans le budget de 2012, le gouvernement du Canada avait annoncé que la valeur des marchandises pouvant être importées en franchise de taxes et de droits de douane par des résidents canadiens de retour après un séjour à l'étranger serait portée à 200 \$ pour un séjour de 24 heures et à 800 \$ pour un séjour de 48 heures<sup>10</sup>. Toutefois, il n'avait pas annoncé d'augmentation de la limite d'exonération pour les expéditions provenant de l'étranger.

<sup>7</sup> [http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=TD/TC/WP\(2003\)31/FINAL&docLanguage=EN](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=TD/TC/WP(2003)31/FINAL&docLanguage=EN)

<sup>8</sup> [http://www.ebaymainstreet.com/sites/default/files/Micro-Multinationals\\_Global-Consumers\\_WTO\\_Rep\\_1.pdf](http://www.ebaymainstreet.com/sites/default/files/Micro-Multinationals_Global-Consumers_WTO_Rep_1.pdf)

<sup>9</sup> <http://www.newswire.ca/news-releases/optimism-among-canadian-smb-exporters-despite-economic-challenges-567491761.html>

<sup>10</sup> <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/pdf/Plan2012--fra.pdf>



Les collectivités éloignées et les Canadiens du Nord n'ayant pas bénéficié d'une augmentation correspondante du seuil de minimis, elles se trouvent désavantagées. Elles ne peuvent profiter de cette hausse aussi facilement. En fait, « bien que la majorité des consommateurs canadiens achetant en personne au-delà de la frontière habitent à moins de 18 milles de la frontière américaine, la plupart des Canadiens habitent à plus de 81 milles de cette frontière<sup>11</sup> ». En outre, le choix de produits dans les magasins locaux est limité, de sorte que le commerce électronique est encore plus important dans les zones rurales. En relevant le seuil de minimis (et en l'harmonisant avec l'exemption personnelle pour les séjours à l'étranger de 24 heures), tous les Canadiens, où qu'ils vivent, bénéficieraient de la hausse des limites d'exonération.

De plus, l'augmentation du seuil de minimis pourrait avoir des retombées positives plus larges, qui aboutiront à des réductions de prix à long terme pour tous les consommateurs. L'année dernière, l'Institut C.D. Howe a publié un rapport soulignant que l'augmentation du seuil de minimis est l'une des meilleures façons d'éliminer la disparité de prix entre le Canada et les États-Unis, parce que même les distances modestes suffisent à empêcher la plupart des consommateurs de faire des achats transfrontaliers, ce qui limite ainsi la pression exercée sur les fabricants de fixer des prix similaires dans les deux pays<sup>12</sup>.

#### **(4) Augmentation du volume de colis livrés par Postes Canada**

L'étude *Commerce 3.0* réalisée récemment par eBay montre que de nombreuses petites entreprises qui exportent en utilisant des plateformes technologiques comme eBay utilisent presque exclusivement les chaînes logistiques publiques, comme celle de Postes Canada<sup>13</sup>. Par conséquent, une hausse du seuil de minimis canadien se traduirait par une augmentation du nombre d'expéditions transfrontalières par Postes Canada, dont les revenus ont baissé ces dernières années.

Alors que le volume de lettres livrées par Postes Canada a fléchi de 3,4 % en 2014, le volume de colis livrés a augmenté de 9,2 %<sup>14</sup>. Cette hausse est supérieure à celle de 6,9 % enregistrée en 2013<sup>15</sup>. Postes Canada et des commentateurs du monde des affaires ont reconnu que le commerce électronique est vital pour l'avenir de Postes Canada<sup>16</sup> et que le lancement de projets tels que le service « Livré ce soir » montre que miser sur le commerce électronique donne déjà de bons résultats<sup>17</sup>.

#### **Large soutien**

Un certain nombre d'entreprises et d'associations commerciales souhaitent un relèvement du seuil de minimis. Les lettres publiques adressées aux anciens ministres du Commerce, Ed Fast, et des Finances, Jim Flaherty (octobre 2013)<sup>18</sup>, ainsi qu'à l'ancien ministre de l'Industrie, James Moore (avril 2014)<sup>19</sup>, montrent

<sup>11</sup> [http://strategy.sauder.ubc.ca/head/papers/crossings\\_final.pdf](http://strategy.sauder.ubc.ca/head/papers/crossings_final.pdf) [TRADUCTION]

<sup>12</sup> [http://www.cdhowe.org/pdf/Commentary\\_409.pdf](http://www.cdhowe.org/pdf/Commentary_409.pdf)

<sup>13</sup> <https://www.ebaymainstreet.com/sites/default/files/canada--commerce--3.pdf>

<sup>14</sup> [https://www.canadapost.ca/assets/pdf/aboutus/financialreports/2014\\_ar\\_complete\\_fr.pdf](https://www.canadapost.ca/assets/pdf/aboutus/financialreports/2014_ar_complete_fr.pdf)

<sup>15</sup> [https://www.canadapost.ca/cpo/mc/assets/pdf/aboutus/annualreport/2013\\_ar\\_overview\\_fr.pdf](https://www.canadapost.ca/cpo/mc/assets/pdf/aboutus/annualreport/2013_ar_overview_fr.pdf)

<sup>16</sup> <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/rob--magazine/canada--post--bets--on--efficiency--to--prevent--becoming--digital--roadkill/article20192738/?page=all>

<sup>17</sup> [https://www.canadapost.ca/cpo/mc/aboutus/news/pr/2013/2013\\_delivered\\_tonight.jsf?LOCALE=fr](https://www.canadapost.ca/cpo/mc/aboutus/news/pr/2013/2013_delivered_tonight.jsf?LOCALE=fr)

<sup>18</sup> [http://www.naylor-network.com/pim--nwl/pdf/de\\_minimis\\_Coalition\\_letter\\_--\\_Nov\\_13.pdf](http://www.naylor-network.com/pim--nwl/pdf/de_minimis_Coalition_letter_--_Nov_13.pdf)



qu'un large éventail de groupes appuient un tel changement.

Dans son rapport de 2014 sur la discrimination par le prix à la frontière, l'Institut C.D. Howe a recommandé que le gouvernement envisage de miser sur ses actions récentes pour permettre aux consommateurs de payer les prix américains pour les produits, et ce, en augmentant la franchise sur les droits de douane imposés aux voyageurs et aux envois postaux<sup>20</sup>.

Comme le seuil de minimis américain augmentera probablement dans un proche avenir, douze sénateurs américains ont signé une lettre commune à l'ambassadeur Doer demandant au Canada de relever le seuil de minimis, afin de stimuler la croissance économique dans les deux pays<sup>21</sup>.

Un certain nombre de grandes organisations internationales ont également demandé des augmentations de seuils de minimis au niveau mondial. L'APEC a publié une déclaration conjointe en 2011, acceptée par tous les membres, y compris le Canada, appelant les États membres à établir des valeurs de minimis commercialement utiles dans les économies, qui permettront d'exempter les expéditions de faible valeur des droits de douane et de rationaliser les exigences en matière de documentation à l'entrée<sup>22</sup>.

---

<sup>19</sup> <http://www.manufacturingourfuture.ca/uploads/media/4ykr83kv4.pdf>

<sup>20</sup> [http://www.cdhowe.org/pdf/Commentary\\_409.pdf](http://www.cdhowe.org/pdf/Commentary_409.pdf)

<sup>21</sup> [http://www.ebaymainstreet.com/sites/default/files/2015--03--02\\_de--minimis--threshold--letter.pdf](http://www.ebaymainstreet.com/sites/default/files/2015--03--02_de--minimis--threshold--letter.pdf)

<sup>22</sup> [http://www.apec.org/Meeting--Papers/Leaders--Declarations/2011/2011\\_aelm.aspx](http://www.apec.org/Meeting--Papers/Leaders--Declarations/2011/2011_aelm.aspx)



En outre, la Chambre de commerce internationale a appelé tous les gouvernements à établir une valeur de minimis commercialement significative de 1000 \$ US<sup>23</sup>.

### **Perception du public**

En 2014, eBay a demandé à la firme Environics Research Group de réaliser un sondage indépendant auprès des Canadiens sur leur compréhension et perception du seuil de minimis. Ce sondage a révélé que 4 % seulement des Canadiens sont capables d'identifier correctement la limite de 20 \$. La grande majorité a choisi un seuil considérablement plus élevé, soit 689,55 \$ en moyenne.

Le sondage a également montré que la grande majorité est en faveur d'une hausse du seuil de minimis. En fait, il n'y avait que 17 % des sondés qui pensaient que la limite actuelle de 20 \$ est « à peu près juste », contre 63 % qui pensaient qu'elle était trop basse.

Ces résultats sont similaires à ceux du sondage en ligne réalisé par CBC, qui a révélé que 66 % des Canadiens estiment que le Canada devrait relever le seuil de minimis<sup>24</sup>.

### **Conclusion**

Relever le seuil de minimis du Canada, actuellement de 20 \$, aurait des avantages importants pour le gouvernement, les entreprises et les consommateurs, tout en ayant un effet positif net sur le Trésor. Nous nous réjouissons de témoigner devant le Comité pour discuter de cette proposition plus en détail.

---

<sup>23</sup> [http://www.iccwbo.org/Advocacy-Codes-and-Rules/Document-centre/2015/ICC-Policy-Statement-on-Global-Baseline-De-Minimis-Value-Thresholds-\(2015\)/](http://www.iccwbo.org/Advocacy-Codes-and-Rules/Document-centre/2015/ICC-Policy-Statement-on-Global-Baseline-De-Minimis-Value-Thresholds-(2015)/)

<sup>24</sup> <http://www.cbc.ca/newsblogs/politics/inside--politics--blog/2014/11/power--politics--ballot--box--question--530.html>